

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

Mulhouse, le 7 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur



COVED

rue de la Paix

68120 Richwiller

Références : 13105_2022_11_02_COVED_Richwiller_insp_TTR
Code AIOT : 0003013105

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 octobre 2022 dans l'établissement COVED implanté Zone industrielle Sud, rue de la Paix à RICHWILLER. L'inspection a été annoncée le 7 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action collective régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED
- Zone industrielle Sud Rue de la Paix 68120 RICHWILLER
- Code AIOT : 0003013105
- Régime : Autorisation

Le site est un centre de transit et de tri de déchets provenant de collecte sélective.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- défense incendie
- registre des déchets
- performance de tri des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 1.2.4.2	Sans objet
2	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 10 mai 2019, article 1.2.4.4	Sans objet
3	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 1.2.4.4	Sans objet
4	Opérations de tri des déchets	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 1.2.4.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	constat 5	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 1.2.4.4	Sans objet
6	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 1.2.4.3	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 8.2.5	Sans objet
8	Moyens d'alerte	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 8.2.4	Sans objet
9	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 4.2.4.1	Sans objet
10	Vérification et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 8.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les numéros de SIRET n'apparaissent pas sur le registre des déchets. Ils manquent sur tous les sites du groupe PAPREC Alsace Lorraine. Une action est engagée par l'exploitant pour régler ce problème en 2023.

Les autres constats n'appellent pas de remarque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 1.2.4.2
Thème(s) : Autre, Déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : De manière générale, les déchets admissibles sur le site sont :[....] <ul style="list-style-type: none"> • Cartons • Papiers • Plastiques • Métaux • Bois [....]
Constats : Les déchets admis sur le site font l'objet d'une procédure d'acceptation préalable. Seuls sont admis les déchets listés dans l'arrêté préfectoral du 10 mai 2019 portant autorisation d'exploiter. Le taux de valorisation pour l'ensemble des déchets est de 99 pour cents. Ce nombre s'explique car seuls les déchets autorisés rentrent sur le site. En cas de non-conformité décelée lors du tri au sol, la livraison est triée manuellement. Les éléments parasites sont dirigés vers la bonne filière et une réfaction est appliqué sur la livraison. Ce tri fait l'objet d'une fiche, agrémentée de photographies, reprenant les indications mentionnées sur le certificat d'acceptation préalable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10 mai 2019, article 1.2.4.4
Thème(s) : Autre, Réception, stockage expédition des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant réception d'un déchet listé ci-dessus, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant[...] L'installation comporte une aire d'attente, à l'intérieur du site.[...] L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants.[...]
Constats : Un certificat d'acceptation préalable est fourni avant chaque nouveau contrat. Lors de l'arrivée d'un camion, l'exploitant vérifie visuellement la conformité du chargement par rapport au certificat d'acceptation. Le camion est pesé avant son entrée sur le site et après déchargement. A sa sortie un bordereau est remis au chauffeur reprenant les informations contenues sur le registre d'acceptation des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 1.2.4.4
Thème(s) : Autre, Stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée et du débouché si pertinent.[...] Le stockage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.[...]
Constats : L'aire de réception des chargements est située dans le hangar à proximité de la mise en balle. Les bâtiments sont séparés en plusieurs alvéoles permettant un stockage des déchets par type. Ces zones permettent un accès libre aux issues de secours et aux moyens de lutte contre les incendies.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Opérations de tri des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 1.2.4.4
Thème(s) : Autre, Opérations de tri des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination). [...]
Constats : Chaque chargement est vérifié avant acceptation définitive. Les déchets sont séparés suivant l'exutoire. La valorisation est le mode privilégié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : constat 5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 1.2.4.4
Thème(s) : Autre, Réception des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle visuel du type de matières reçues est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées.
Constats : Un premier contrôle visuel est pratiqué sur le chargement au moment de l'entrée du véhicule sur le site. L'opérateur vérifie la concordance entre le certificat d'acceptation et les déchets apportés. Un second contrôle visuel a lieu sur l'aire de déchargement. Les déchets sont étalés sur la zone, et le grutier vérifie la totalité des déchets par rapport au certificat d'acceptation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 1.2.4.3
Thème(s) : Autre, Registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets entrant et sortant (y compris les éventuels refus de tri) du site. Pour chaque chargement, le registre comporte la quantité et la nature des déchets, leur provenance/destination. Le registre des déchets entrants contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• La date de réception/expédition,• Le nom et l'adresse du détenteur/repreneur des déchets,• La nature et la quantité de chaque déchet reçu/expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement),• L'identité du transporteur des déchets,• Le numéro d'immatriculation du véhicule,• L'opération subie par les déchets dans l'installation.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre d'entrée et de sortie des déchets reprenant les informations réglementaires mentionnés dans la prescription sauf le numéro de SIRET. L'exploitant a démontré que le personnel du site a accès à cette donnée. Le registre est à la disposition des services de l'inspection.
Observation : Le logiciel développé par le groupe sera modifié pour intégrer le numéro SIRET automatiquement sur les registres en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques[...]
Constats : L'installation est dotée d'extincteurs, de robinets d'incendie armés, d'un système de sprinklage et de poteaux incendie. L'exploitant a mis en place un caisson spécifique pour du matériel d'intervention en extérieur comme des dévidoirs à tuyaux ainsi que des lances queue de paon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bâtiment d'exploitation est équipé d'un dispositif de détection automatique avec report d'alarme pendant les heures de fermeture de l'établissement. En dehors des périodes d'activité, un gardien est présent en permanence sur le site. Il dispose des compétences et des moyens pour intervenir en cas d'accident.
Constats : Le site est équipé d'un réseau de vidéosurveillance. La surveillance est visuelle et thermique. Un report d'alarme est effectué chez un prestataire pour une levée de doute lorsque le site est inoccupé. En cas d'incendie il avertit les pompiers et l'équipe compétente du site. Les responsables du site sont destinataires des messages d'alarmes via leur téléphone portable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce système est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Les eaux d'extinction sont récupérées via le réseau d'eaux pluviales de voiries. Un système permet de l'isoler au moyen de ballons situés dans la canalisation reliant les bassins de rétention aux bassins d'infiltration. Les consignes sont claires et la manipulation sans complexité. La manipulation a été réalisée à blanc pendant l'inspection. La fiche de poste décrivant la manœuvre est présente dans le recueil des documents d'intervention disponibles sur le site. Le système est vérifié une fois par an. Le dernier contrôle date de novembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Vérification et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 mai 2019, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Les robinets d'incendies armés et les poteaux incendie ont été contrôlés le 25 novembre 2021. Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification le 30 mars 2022. Les exutoires de fumées ont été contrôlés le 16 mars 2022. Le système de sprinklage fait l'objet de contrôle de maintenance hebdomadairement. Une vérification est réalisée semestriellement. Le jour de la visite les registres ne faisaient pas mentions de défaillances.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet